BIBLIOTHÈQUE VIRTUELLE – FICHES DE LECTURE

Christian **CHESNOT** et Georges **MALBRUNOT**, *Nos très chers émirs. Sont-ils vraiment nos amis ?*, Paris, 2016

« Les émirs du Golfe financent-ils le terrorisme ? »

**FICHE TECHNIQUE**

**CHESNOT** (Christian) et **MALBRUNOT** (Georges), Nos très chers émirs. Sont-ils vraiment nos amis ? , 2016, Paris, aux éditions Michel Lafon, collection « Document Michel Lafon », 299 pages, deux planches de cartes, ISBN 978-2-7499-247-8.

**LES AUTEURS**

Christian CHESNOT et Georges MALBRUNOT sont deux journalistes et grands reporters. Christian CHESNOT est journaliste au service étranger de France Inter, il a notamment écrit *La bataille de l’eau au Proche Orient* (1993, éditions L’Harmattan) et coécrit avec Antoine SFEIR *Orient-Occident, le choc ?* (2009, éditions Calmann-Lévy). Georges MALBRUNOT est journaliste au service étranger du quotidien français conservateur le *Figaro*, il a écrit *Des pierres aux fusils, les secrets de l’Intifada* (2002, aux éditions Flammarion), et il a coécrit avec Christian CHESNOTS de nombreux ouvrages dont *Qatar, les secrets du coffre-fort* (2013, aux éditions Michel Lafon) et *Les Chemins de Damas. Les dossiers noirs de la relation franco-syrienne* (2014, aux éditions Robert Laffont).

**LE LIVRE**

Le livre tente de répondre à une question : **les émirs des pétromonarchies du Golfe arabo-persique (Koweït, Bahreïn, Qatar, les Émirats Arabes Unis et l’Arabie saoudite) financent-ils le terrorisme islamique dans le monde ?**Vouloir répondre à cette question c’est essayer de comprendre l’équilibre de ces sociétés tiraillées entre désir de modernités et attachement aux traditions, volonté d’émancipation politique et stabilité sociale, mais aussi tenter de comprendre les relations que ces régimes entretiennent avec l’Occident, et singulièrement dans cet ouvrage avec la France.

 Pour ceux qui suivent l’actualité de la région, nulle révélation fracassante dans ce livre qui reste une synthèse journalistique. Pour les autres, une intéressante mise en perspective des dynamiques politiques et économiques. Et d’abord une description glaçante du comportement de certains hommes politiques français à gauche comme à droite qui monnayent leur influence, leur accès aux plus hautes autorités de l’État contre de l’argent, souvent quatari. Cela passe par des demandes de voyages gratuits sur Qatar Airways, des demandes d’argent liquide pour rénover des maisons, des demandes de cadeaux somptueux (montres de collection, chaussures et costumes de luxe…). Depuis les années 2000 la diplomatie du Qatar, émirat gazier nouvellement enrichi, a été somptueuse et les ambassadeurs du Qatar en poste à Paris ont dépensé sans compter. Avec l’accession au trône du nouvel émir Tamim les cadeaux se sont plus rares et plus parcimonieux, d’où les réclamations éhontées des personnalités politiques habituées à plus de largesses. Les pratiques oscillent de la simple concussion aux pratiques mafieuses, certains hommes politiques au pouvoir n’hésitant pas à menacer d’infléchir la politique de la France ne défaveur du Qatar si les cadeaux qu’ils recevaient ne leur sont pas reconduit…

Loin d’être anecdotique, la liste de ces pratiques politiques françaises rappelle que dans le jeu diplomatique ambiguë que l’on reproche aux pétromonarchies du Golfe arabo-persique, les politiques occidentaux ont aussi une large part de responsabilité, aisément achetables.

Or la politique de la France devrait être plus stable, plus lisible et les hommes politiques français moins sensibles aux cadeaux princiers des émirs, car ceux-ci sont au cœur d’un jeu trouble au Proche et au Moyen Orient. Exceptés les Émirats Arabes Unis (EAU), farouchement anti-fondamentalistes, les autres monarchies (Koweït, Qatar et Arabie Saoudite) ont fondé leur influence dans la région et dans le monde musulman sur leur orthodoxie islamique. L’Islam hanbalite souvent wahhabi qui est celui de l’immense majorité de la population a entraîné des alliances (Le Qatar et les Frères musulmans), des pratiques religieuses (Destruction des monuments anté islamiques en Arabie Saoudite) et des liens entre les mouvements terroristes et les dynasties (Au Koweït les financiers du terrorisme ont pignon sur rue).

Le pacte social par exemple entre la dynastie des Saoud et le Wahhabisme (Qui date du XVIIIe siècle) fait de la monarchie saoudienne la gardienne d’un Islam rigoriste inflexible (Ségrégation des hommes et des femmes, relégation des femmes en dehors de la sphère publique et du monde du travail, confinement des étrangers dans des quartiers réservés…), alors que la géopolitique en fait l’allié privilégié des États-Unis, le « Grand Satan » par excellence des islamistes sunnites et chiites. Le jeu d’équilibre est délicat pour les émirs du Golfe qui concourent à la « guerre globale contre le terrorisme » alors que l’immense majorité de leur population soutien des organisations terroristes comme *Daech* et Al-Qaïda.

La chute des cours du pétrole et du gaz naturel fragilise ces monarchies qui ont fait des subventions publiques une des clés de la stabilité sociale. Le programme du prince héritier d’Arabie Saoudite Mohamed bin Salman et intitulé « Vision 2030 » veut faire la promotion de la saoudinisation des emplois (Et donc entraîne à moyen terme l’arrivée des femmes sur le marché de l’emploi), au grand dam des imams rigoristes.

Le retour sur la scène internationale de l’Iran, qui renforce par contrecoup ses alliés du Hamas à Gaza, du Hezbollah au Liban et des Alaouïtes (Dont le clan de Bachar EL-ASSAD) en Syrie, inquiète les monarchies du Golfe : une guerre d’influence se livre dans le Golfe entre des monarchies conservatrices sunnites d’un côté et les alliés de l’Islam révolutionnaire mais chiite qu’incarne l’Iran. Une situation régionale qui incite les monarchies à soutenir les mouvements militaires sunnites (Comme le Front Al-Nosra en Syrie) au risque de financer aussi les mouvements terroristes comme Daech. Si l’Arabie Saoudite, le Koweït et les émirats sont la cible de Daech qui s’engagent dans la coalition internationale mise en place pour détruire l’État Islamique en Irak et au Levant (EIIL), le Qatar, sous couvert de payer les rançons des otages de Daech, finance un des mouvements terroristes les plus meurtriers de l’histoire.

La diplomatie française est peu lisible dans ce « grand jeu » à l’échelle du Proche et du Moyen Orient. Obnubilée par la signature de contrats entre les monarchies et les entreprises françaises, souvent dans le domaine de l’armement (Défense anti-aérienne, marine de guerre de la Mer Rouge, c’est à peu près tout…), la France reste pour les monarchies un « allié de compensation », le grand partenaire restant les États-Unis.

Tandis que ses voisins européens font entendre un discours très critique vis-à-vis des régimes dictatoriaux que sont les pétromonarchies du Golfe, la France reste très discrète, sans en tirer d’avantage : chaque année les monarchies achètent pour près de 40 milliards d’arme aux États-Unis, dix fois plus qu’à la France ! Les émirats restent largement un miroir aux alouettes pour l’exportation. En retour, si les investissements des monarchies du Golfe sont conséquents (3 milliards de dollars par an pour les EAU, notre 1er investisseur du Golfe, près de 1,5 milliards pour le Qatar et moins de 900 millions pour l’Arabie saoudite), ils restent modestes. Même si les investissements privés (Immobiliers, valeurs financières) sont plus importants sans doute.

Les monarchies du Golfe portent en revanche une lourde responsabilité dans la radicalisation des jeunes musulmans de France : de nombreux dignitaires du Golfe font construire à titre privé le plus souvent, parfois au nom de leurs États, des mosquées et des centres d’études islamiques qui sont les relais de l’intégrisme wahhabi en Europe. Ce prosélytisme que l’on retrouve aussi dans les pays du Sahel, eux aussi touchés par la radicalisation religieuse et le terrorisme islamique, doit être mieux contrôlé et progressivement éteint.

Sans être les boucs émissaires que certains politiques se plaisent à dénoncer, sans être aussi libres de leur politique étrangère et intérieure qu’on ne veut le croire, et sans être aussi passif face au terrorisme qu’on l’a dit, les pétromonarchies du Golfe arabo-persiques sont restées trop longtemps ambigües face à *Daech* et leurs efforts pour combattre le terrorisme ne pourront porter leurs fruits qu’accompagnées de profondes réformes intérieures.

**L’EXTRAIT**

**« Une exigence de transparence. »**

**« […]** – CONCLUSION –

L’Arabie Saoudite, le Qatar, les Émirats et le Koweït doivent rester des partenaires privilégiés de la France. Loin d’acheter notre pays, leurs investissements ici et ceux que nous réalisons chez eux sont bénéfiques à chacun. Et puis, la France n’a aucun intérêt à voir un grand pays comme l’Arabie Saoudite basculer aux mains des radicaux.

Avec Riyad, le problème numéro un reste pourtant son prosélytisme religieux. S’il est vain d’espérer des autorités saoudiennes qu’elles renoncent au pacte fondateur avec le clergé wahhabite, la France est en droit d’attendre moins de confusion dans les relations parfois obscures que Riyad entretient avec les communautés musulmanes à travers le monde. L’affaire de la mosquée de Nice financée avec l’argent personnel du ministre des Affaires religieuses, si elle est parfaitement légale, n’est pas acceptable.

Une exigence de transparence qu’il faudra âprement négocier. Se considérant comme « l’Empire du milieu » au Moyen Orient, l’Arabie Saoudite, qui contrairement à ses voisins n’a jamais été colonisée, a toujours voulu vivre à l’abri des regards extérieurs. « Nous voulons que personne ne se mêle de nos affaires, répétaient comme un leitmotiv les responsables saoudiens à l’ambassadeur Bertrand Besancenot. Si nous n’interférons pas dans les affaires des autres, c’est justement pour qu’on nous fiche la paix. »

Or, cette position n’est plus tenable aujourd’hui, avec la politique de la nouvelle direction saoudienne au Yémen, par exemple. Un dialogue critique doit donc maintenant guider nos relations politiques avec l’Arabie Saoudite. La position de ses dirigeants – une hésitation perpétuelle entre transaction et fermeté avec les radicaux, dénoncée notamment par Bruno Le Maire et François Fillon – devrait être infléchie. Or elle ne peut l’être que si la France exerce davantage de pressions sur Riyad, l’expérience ayant à maintes reprises montré que l’Arabie Saoudite ne comprenait que les contraintes extérieures.

Sur ce point, la France devrait s’inspirer non seulement des États-Unis, mais aussi de pays plus modestes comme la Suède ou la Suisse, qui n’ont pas craints d’agir. Au nom des droits de l’homme, Stockholm n’a pas renouvelé son accord de coopération militaire signé avec l’Arabie Saoudite en 2005. Certes, le montant en jeu n’était pas énorme (37 millions d’euros), mais la Suède n’a pas, elle, n’a pas transigé sur les principes de sa diplomatie.

La Suisse, elle aussi, a refusé de livrer des munitions à l’Arabie Saoudite, pour respecter un embargo sur les armes en raison des nombreuses victimes civiles causées par les bombardements de la coalition arabe conduite par Riyad au Yémen. L’Allemagne, par la voix du vice-chancelier Sigmar Gabriel, a eu également des prises de positions très fermes, exhortant l’Arabie à cesser « le financement des mosquées wahhabites à travers me monde ».

Même le gouvernement britannique, pourtant proche allié de l’Arabie, s’est retiré d’un appel d’offres visant à moderniser le système pénitentiaire saoudien sur fond de critiques sur les droits de l’homme. Le silence imposé jusqu’au début 2016 au Quai d’Orsay par Laurent Fabius au sujet des atteintes aux libertés individuelles en Arabie doit cesser. Une fois encore « ces pays ne respectent que les gens forts, pas les courtisans », confie un diplomate. Autre erreur de notre diplomatie : elle a survendu un retrait américain du Golfe dans l’espoir de se substituer à Washington. Or rien, ni dans les chiffres – 33 milliards de dollars d’achats militaires américains en 2015 – ni même dans l’affichage – trois semaines de visite aux États-Unis pour le prince Mohammed bin Salman en juin 2016, comparé à ses 4 heures passées en France – n’accrédite un réel désengagement des États-Unis vis-à-vis de ses alliés sunnites même si la confiance n’est plus ce qu’elle était. La France reste, au mieux, « le partenaire de compensation » de l’Arabie saoudite, notamment.

Quant au financement du terrorisme islamiste, il est absurde d’accuser les autorités saoudiennes de financer Daech, alors qu’elles sont elles-mêmes d’une des principales cibles du calife autoproclamé Abou Bakr al-Bagdadi, qui revendique une légitimité sur les lieux saints par sa parenté avec les Qoreish, une tribu historiquement liée à La Mecque et au prophète Mahomet.

Ces dernières années, Riyad a multiplié les efforts contre le terrorisme. Mais là encore il a fallu exercer de fortes pressions sur le pays. Elles furent souvent l’œuvre des États-Unis, que la France devrait appuyer avec moins de réserve dans un domaine où tout est affaire de volonté politique.

Avec le Qatar, le problème relève plutôt du double jeu de l’émirat, notamment ses relations ambigües avec certains mouvements radicaux islamistes. Les rançons payées à la branche locale d’Al-Qaïda en Syrie et sa tolérance à l’égard des financiers du djihad abrités par Doha sont de réelles sources de préoccupation. Dans un contexte sécuritaire dégradé, ces zones d’ombre ne peuvent plus être traitées avec légèreté par certains dirigeants politiques français. La complaisance, ou même l’aveuglement, ne sont plus de mise.

Certes le nouvel émir Tamim se montre plus prudent. Mais à l’instar de l’Arabie Saoudite, le Qatar développe un prosélytisme inquiétant, *via* des ONG caritatives comme Qatar Charity. Doha utilise la charité islamique (5 projets de mosquées au Mali, au Niger, 4 au Kosovo, 3 en Albanie, *etc*.) comme arme de son soft power. Bref, là aussi, il convient d’être vigilant et plus ferme.

Si le Koweït reste très discret, des pressions sont nécessaires pour que ses ONG et ses financiers privés n’alimentent plus les groupes terroristes. Là encore, les Américains sont offensifs, pas la France. À aucun moment dans le plan d’action du nouvel ambassadeur en 2014, Christian Nakhlé, il n’est question de ce problème du financement du terrorisme qui a pourtant fait des ravages en Syrie. Le document de cinq pages que nous avons consulté est largement consacré à la diplomatie économique. Difficile également de comprendre pourquoi, dans ce contexte marqué par le terrorisme, la DGSE a fermé son poste – officiel – à Koweït-City.

Dans la guerre contre les djihadistes , s’il est un pays avec lequel la France peut travailler, ce sont les Émirats arabes unis. Leur agenda en fait un partenaire sans ambiguïté dans ce domaine, même si leur obsession anti-islamiste pousse parfois les Émiriens à des positions maximalistes, peu productives dans le règlement des crises en Lybie, par exemple. Pour Abou Dhabi, l’éradication des barbus est la seule option possible.

On l’aura constaté, l’attitude de la France vis-à-vis de ces pays, qui nous font miroiter des marchés, est trop docile, et finalement contre-productive. « Le fait que nous cherchions à tout prix à obtenir des contrats n’est pas perçu comme très respectable : cela se sait dans la région, et la France y est considérée comme un pays faible, affirmait devant la commission des Affaires étrangères de l’Assemblée nationale en janvier 2016 la chercheuse Fatiha Dazi-Héni, spécialiste du Golfe. Vous n’imaginez pas à quel point les pays du Golfe en jouent, et de manière très humiliante ! Lorsqu’ils voient arriver les Français avec leurs gros sabots à la recherche des contrats, ils se disent qu’ils vont « faire mumuse » avec eux ! S’il y a une chose que respectent ces pays, c’est la puissance. » Des propos confirmés une fois encore par de très nombreux industriels familiers de ces monarchies.

Non seulement les émirs nous connaissent beaucoup mieux que nous ne les connaissons, mais ils sont aussi informés des faiblesses et des turpitudes d’une partie de notre classe politique. Les pratiques indignes et quasi mafieuses de certains responsables français avec les Qatariens sont parfois stupéfiantes. Le comportement des dirigeants devrait changer dans le sens d’un assainissement de leurs relations avec le Golfe. Trop souvent aussi, nos élites considèrent avec condescendance. Leur envoyer des courtiers originaires du Maghreb – qu’ils n’apprécient pas – pour négocier certains contrats n’arrange pas rien, comme nous l’ont rappelé bon nombre d’hommes d’affaires.

Vient enfin la question de l’argent qui a pollué nos relations avec ces pays depuis des décennies. Financent-ils nos partis politiques ? Écoutons ce qu’en dit Jacques-Jocelyn Paul, industriel français installé à Riyad depuis plus de quinze ans et auteur d’une somme sur l’Arabie : « L’argent, nerf de la guerre, est aussi en Arabie la meilleure façon de gérer le clientélisme. Vers les tribus, vers les Occidentaux en les aidant à financer leurs partis politiques, en régulant les prix du pétrole et en octroyant des contrats d’armement mirifiques, vers les croyants du monde entier par la diffusion des thèses hanbalites[[1]](#footnote-1) et vers les pays sous-développés à vassaliser[[2]](#footnote-2). »

Conscients de tous ces comportements, ne serait-il pas temps que nous revoyions nos relations ? Encore une fois, il ne s’agit pas de rompre, mais de rééquilibrer nos liens avec ces pays, surtout après le « big bang » qu’a connu le Moyen Orient le 14 juillet 2015, avec la signature de l’accord nucléaire qui a réintégré l’Iran dans le concert des nations. Le souhaitons-nous ? À entendre bon nombre de nos diplomates, nous ne sommes pas encore prêts à reconsidérer des décennies de relations privilégiées avec nos très chers émirs.

Cette question est pourtant posée par certains candidats à l’élection présidentielle. On ne pourra en faire l’économie. « On ne peut pas séparer politique étrangère et politique intérieure, insiste Bruno Le Maire. On ne peut pas considérer que renforcer sans cesse les liens avec les États du Golfe, en particulier l’Arabie Saoudite, n’ aucune incidence sur la situation en France. Ce n’est pas vrai », insiste-t-il.

Les Français, traumatisés par les attentats, ne comprendraient probablement pas le maintien du statu quo diplomatique. Un défi que le prochain président de la République ne pourra éluder. **[…] »**

CHESNOT & MALBRUNOT (2016), Conclusion, pages 287 et suivantes.

1. Le courant hanbalite est l’une des quatre écoles de jurisprudence sunnite – en dehors des écoles hanafite, chaféite et malékite. C’est la plus rigoriste d’entre elles et le wahhabisme en vigueur en Arabie Saoudite s’inscrit dans le cadre de cette école. [Note des Auteurs de l’ouvrage] [↑](#footnote-ref-1)
2. *Arabie Saoudite, l’incontournable*, Jacques-Jocelyn Paul, Riveneuve éditions, 2016. [Note des Auteurs de l’ouvrage] [↑](#footnote-ref-2)